

Turquie : La nouvelle puissance diplomatique régionale

jeudi 5 février 2009, par [Jérôme Bastion](#)

Au Forum économique mondial de Davos, le Premier ministre turc a fait sensation en quittant un débat en cours avec le président israélien Shimon Peres. Son attitude est acclamée par le monde arabe, elle reflète une montée en puissance de la Turquie sur la scène régionale, voire internationale.

Son portrait a été brandi avec des drapeaux rouge et blanc par les manifestants palestiniens de la bande de Gaza, quelques heures après son coup d'éclat à Davos : le chef du gouvernement turc Recep Tayyip Erdogan s'est vu du jour au lendemain adulé en héros du monde arabe.

Son portrait, encore, orne divers objets décoratifs vendus dans le petit territoire, et un chanteur palestinien a même dédié à son « acte de bravoure » une chanson dithyrambique où il est décrit comme un « sauveur ».

Cette soudaine gloire peut s'expliquer chez les Palestiniens (Erdogan a été félicité par le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas), victimes directes de la politique israélienne. Mais elle surprend plus quand elle s'exprime dans les pays voisins. Désigné lundi « citoyen d'honneur » de Téhéran, le Premier ministre turc a été remercié au téléphone par le président du Parlement iranien Ali Larijani. Ainsi que par le chef de l'Etat libanais Michel Sleimane et par son Premier ministre Fouad Siniora. Et la liste n'est pas exhaustive...

Attribuer ces soudaines déclarations d'amour au résultat du seul face-à-face entre messieurs Erdogan et Peres, pour électrique et théâtral qu'il fût, serait un peu court. Certes le Premier ministre turc exprima ce soir-là, face aux arguments israéliens, une fermeté rarement entendue depuis le début de l'opération « Plomb durci » à Gaza.

Médiateur floué

On a vite oublié que Tayyip Erdogan s'était, avant tout, fâché contre le modérateur du débat (« Je ne reviendrai plus à Davos », lance-t-il en se levant), qui ne l'a pas laissé finir sa réponse, plus que contre Shimon Peres - même si les frustrations arabes se sont vite réjouies de ce bras de fer au sommet, se terminant, en apparence, sur un camouflet infligé à l'Israélien. Dirigeant musulman puisant son inspiration dans l'islam politique, Erdogan était forcément, selon ses nouveaux thuriféraires, « du côté » des opprimés palestiniens et du monde arabe, et « contre » le représentant de l'Etat sioniste, ennemi traditionnel et désigné des premiers... Mais cette grille de lecture est incomplète, voire erronée.

L'indignation de l'opinion publique turque et de ses dirigeants devant la violence de l'opération militaire israélienne à Gaza est, comme dans le reste du monde, sans aucun doute sincère ; mais la colère du Premier ministre ne se situe pas dans le registre émotionnel, pas plus qu'il ne réveille, comme dans les esprits de la plupart des voisins arabes d'Israël, un quelconque sentiment de haine et de vengeance, totalement absent de la mémoire collective des deux peuples.

C'est d'ailleurs toute l'intelligence des Etats-Unis d'avoir décelé cette absence de passion - ainsi que leurs intérêts communs, bien sûr - entre les deux pays en poussant à leur rapprochement, en 1996. Si Tayyip Erdogan est sorti de ses gonds (sans doute à raison, mais peu importe) face à son interlocuteur Shimon Peres, c'est plus en ami trahi et en médiateur floué qu'au nom d'une profonde solidarité musulmane avec

les victimes d'Israël. N'avait-il pas dit lui-même au lendemain de l'attaque (aérienne, à l'époque) contre Gaza : « C'est (l'agression israélienne) avant tout une marque d'irrespect envers la Turquie » ?

Car, n'en déplaise au Hamas, à ses soutiens/alliés arabes et même à l'opinion publique turque, c'est bien le costume de médiateur impartial du conflit israélo-palestinien, ajusté au fil des dernières années et malgré quelques « faux plis » au gré de la seconde Intifada, qui a été froissé, voire souillé du sang des trop nombreuses victimes palestiniennes. Pas tant la sensibilité musulmane, voire islamiste, du gouvernement Erdogan.

Un pont entre l'Orient et l'Occident

La Turquie s'était, jusque-là, imposée comme médiatrice discrète de ce conflit insoluble, avant que le Premier ministre Ehud Olmert ne fasse fin décembre à Ankara une halte de courtoisie très vite effacée par le lancement des opérations militaires contre le Hamas. Ces dernières années, la Turquie s'était lentement façonnée, dans la région, une respectabilité diplomatique dont la position de médiateur dans le conflit israélo-palestinien semble être la clef de voûte, le gage de sa respectabilité internationale.

Mais qui pourrait croire, à l'aune de plusieurs siècles d'incompréhension et de méfiance, que la Turquie puisse se confondre avec le monde arabe ou s'identifier à ses causes ? Non : Ankara joue là essentiellement sa légitimité d'interlocuteur neutre et impartial entre les deux parties au conflit, comme elle se veut le pont entre l'Orient et l'Occident, entre un bloc arabo-musulman et une sphère européo-chrétienne. C'est son destin.

Le meilleur signe de cette noble ambition dont se sent investie la Turquie, c'est l'occasion saisie par Tayyip Erdogan pour « porter les revendications du Hamas au Conseil de sécurité de l'ONU », manière de rappeler que, pour la première fois depuis 47 ans, la Turquie y a fait son retour comme membre non-permanent en octobre dernier.

Parce que les Turcs ont, ces dernières années, arraché, la plupart du temps sur le terrain (ex-Yougoslavie, Afghanistan, Liban), une respectabilité diplomatique faite à la fois d'engagement et de neutralité - la première qualité manquant aux Arabes et la seconde aux Européens - qui lui donne voix au chapitre, grâce surtout à son indépendance marquée vis-à-vis de l'encombrante politique interventionniste américaine (se souvenir du refus « historique » du Parlement turc de participer et soutenir l'intervention en Irak début 2003).

Autant de qualités qui en font un interlocuteur régional de plus en plus incontournable, tout comme un atout de plus en plus convaincant pour l'Union européenne, dont Ankara espère devenir membre.

Sources

Source : RFI, le 2 février 09